



Le tribunal judiciaire de Marseille sera ouvert à tous ce mardi 29 juin. PHOTO DR

Les citoyens à la rencontre de la justice

AIX-MARSEILLE

Partout en France, le 29 juin, les tribunaux ouvrent leurs portes au public pour un temps d'échange avec les professionnels de la justice et la possibilité d'assister à des audiences pénales.

L'événement a pour ambition de rétablir le lien entre la justice et les citoyens. Toute la journée de ce mardi 29 juin, les tribunaux judiciaires de Marseille et d'Aix accueilleront le grand public dans leurs salles d'audience. L'initiative est portée par plusieurs syndicats, dont le Conseil national des Barreaux, l'Union syndicale des magistrats et la CGT Chancelleries et Services judiciaires. Pour Isabelle Fernandez, greffière et secré-

taire régionale et de l'Unsa, « il y a un gros manque d'informations des citoyens au sujet du fonctionnement de la justice. Il y a un formalisme, une technicité qui leur échappe ».

C'est la première fois qu'un tel événement a lieu sur le territoire et sa mise en œuvre est née d'une réflexion des professionnels de la justice à l'échelle nationale. « Tout le monde n'a pas été amené à pousser la porte d'un tribunal, alors que chacun est potentiellement concerné. L'idée est d'expliquer aux gens le processus d'exécution de la justice. Ils pourront poser toutes leurs questions aux magistrats présents et assister à des audiences en comparution immédiate », ajoute Isabelle Fernandez.

Rendre compte des difficultés quotidiennes

Pour Marie-Blanche Régnier, juge d'instruction à Aix-en-Provence, l'enjeu est de sortir des polémiques du débat pu-

blic pour permettre à tout un chacun de comprendre la lenteur de certaines procédures, liée au manque de budget.

En creux derrière ce projet, la volonté de montrer l'envers du décor d'une institution souvent critiquée pour ses dysfonctionnements. À Marseille, il manquerait chaque jour 9 greffiers et 13 adjoints administratifs pour assurer le bon fonctionnement de la juridiction. Pour Marie-Blanche Régnier, la situation est « catastrophique » et les délais de traitement « illégitimes ».

Au pénal, ce sont plus de 3 600 affaires en attente d'être jugées devant le tribunal correctionnel, où les victimes peuvent attendre jusqu'à un an avant de voir leur cas examiné, avec, à l'arrivée, un verdict souvent trop tardif pour être utile.

Mathilde Beaugé

Entrée au 6, rue Joseph-Autran (6^e). De 10h à 12h et de 14h à 16h.